



G20 de Los Cabos :

Les dirigeants du G20 doivent faire davantage contre la faim et la malnutrition !

Les dirigeants des 20 plus grandes puissances se réunissent les lundi 18 et mardi 19 juin, à Los Cabos au Mexique. L'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, qui figuraient en bonne place lors du G20 de Cannes il y a six mois, ont disparu des priorités de l'agenda.

Alors que la crise alimentaire et nutritionnelle au Sahel menace près de 18 millions de personnes, la dynamique de Cannes ne doit pas retomber !

Action contre la faim, CARE France, CCFD-Terre Solidaire, ONE et Oxfam France appellent les dirigeants du G20, et notamment le président François Hollande, à respecter les engagements qu'ils ont pris et à réaffirmer une volonté politique forte pour faire reculer la faim et la sous-nutrition :

- 1) En matière de lutte contre la hausse et la volatilité des prix alimentaires, on est à la traîne.** Alors que ce sujet, qui a un impact énorme sur la capacité des familles les plus pauvres à se nourrir, était la priorité du G20 de Cannes, les engagements tardent à se concrétiser. Il est nécessaire de prendre des engagements réels pour s'attaquer aux deux principaux moteurs de la hausse et de la volatilité des prix alimentaires : la spéculation sur les marchés agricoles et les soutiens publics à la production et à la consommation d'agro-carburants.
- 2) L'agriculture familiale et la nutrition, oubliées du G20.** Le G20 au Mexique s'intéressera à l'augmentation de la production et de la productivité agricoles. Mais c'est loin d'être suffisant pour faire face aux défis alimentaires de la planète. Les agricultures familiales et paysannes, seules capables de répondre aux défis alimentaires globaux de manière durable, sont peu prises en compte. De même, la nécessité d'inclure des interventions spécifiques en faveur de la nutrition dans les politiques agricoles et de développement est trop souvent négligée.
- 3) En matière de financement de l'agriculture,** le G20 ne doit pas servir de porte d'entrée aux intérêts privés « sous couvert d'initiative publique ». Des initiatives comme la « nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition » lancée par le G8 au mois de mai, qui fait la part belle aux intérêts privés de 45 entreprises dans 6 pays africains, ne doivent ni être un cheval de Troie des géants de l'agroalimentaire au détriment des petits producteurs, ni servir d'excuse aux États pour les dispenser de leur nécessaire engagement politique et financier. Nous attendons des pays les plus puissants de la planète un engagement politique fort en faveur de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, et en particulier des pays du G8. En effet, alors que l'on arrivera en décembre prochain à l'échéance de l'initiative du G8 de L'Aquila de 2009, la promesse est

loin d'être tenue : seuls 58% des 22 milliards de dollars US ont effectivement été déboursés à 6 mois de la fin de l'initiative ! Les mécanismes de traçabilité des fonds engagés demeurent lacunaires et souvent opaques. De plus, nous insistons sur le fait que ces engagements renouvelés doivent prévoir un mécanisme transparent de suivi et de redevabilité dès leur annonce.

Aujourd'hui, les 20 Etats les plus riches de la planète doivent montrer leur leadership politique par la promotion d'un système agricole transparent et régulé, capable d'assurer le respect du droit à l'alimentation et la sécurité nutritionnelle. **A la veille du sommet Rio+20, les décisions du G20 sont attendues !**

Contacts :

ACF : Etienne du Vachat - 06 52 51 86 51 - eduvachat@actioncontrelafaim.org

CARE France : Philippe Levèque - 06 03 65 48 40 - leveque@carefrance.org

CCFD-Terre solidaire : Véronique de La Martinière - 01 44 82 80 64 - v.delamartiniere@ccfd.asso.fr

ONE : Verena von Derschau - 06 31 22 89 68 - verena.vonderschau@one.org

Oxfam France : Magali Rubino - 06 30 46 66 04 - mrubino@oxfamfrance.org